

INFO COMPTA

BULLETIN D'INFORMATIONS FISCALES ET COMPTABLES

N° 67 ► Avril 2017

SOMMAIRE

- Adieu aux acomptes TVA p. 1
- Contrôles fiscaux 2017:
la grande offensive p. 2
- Réduire mon préjudice en cas de
mauvais payeur p. 3
- La monnaie sonnante et trébuchante
à trébuché p. 4



Adieu aux acomptes TVA

En règle générale, tout assujéti à la TVA doit déposer une déclaration mensuelle ou trimestrielle en fonction de son chiffre d'affaire.

Le déclarant trimestriel, lui, doit payer un acompte de 1/3 de la TVA due du trimestre précédent. Cet acompte est à payer au plus tard pour le 20 du deuxième et du troisième trimestre en cours. Ils venaient bien entendu en déduction du montant final à payer à la fin du trimestre.

A partir du 1^{er} avril 2017. Il n'y aura plus lieu de payer des acomptes TVA. Vous devez donc encore payer l'acompte du 20 février 2017

et celui du 20 mars 2017 sauf si le solde de votre déclaration TVA du 4^e trimestre 2016 était en votre faveur.

Nous vous conseillons néanmoins vivement de continuer à verser volontairement les acomptes mensuels afin d'éviter tout dérapage de trésorerie lors du décompte trimestriel de la TVA.

Bruno Degueldre
Fiscaliste agréé
& Comptable

CP&A
Cabinet Petta & Associés
SOCIÉTÉ CIVILE D'EXPERTS COMPTABLES ET CONSEILS FISCAUX

Rue des Meuneries 10 à 4650 Herve
Tél.: 087 69 20 00 ■ Fax: 087 69 20 08
e-mail: info@petta.be ■ www.cabinet-petta.be

Contrôles fiscaux 2017: la grande offensive!



L'administration fiscale ayant, de manière générale, subi une importante restructuration interne en 2015 et 2016, l'on avait pu constater durant ces années une importante diminution du volume global des contrôles fiscaux, ce dont les contribuables ne se sont bien entendu pas plaints.

Tel n'est assurément pas le cas en 2017. En effet, un vent favorable nous a avisés de l'existence d'instructions ministérielles confidentielles ayant pour effet la tenue d'importantes opérations de contrôles fiscaux tous azimuts, ainsi que de l'existence d'opérations de contrôles ciblées touchant de très nombreux contribuables. En voici les principaux axes.

Des contrôles nombreux et rigoureux

Sur un plan général, on ne peut que constater l'annonce et la tenue d'un volume important de contrôles fiscaux, portant sur les revenus afférents aux années 2014 et 2015, et pour lesquels les fonctionnaires taxateurs semblent avoir reçu des instructions tendant à l'application d'une tolérance zéro en ce qui concerne les manquements constatés et l'application des amendes, notamment en raison de la constatation de manquements relatifs à l'application de la législation TVA.

Par ailleurs, de nombreuses opérations ciblées sont annoncées ou en cours. En voici les principales :

L'exploitation des données provenant de l'échange international d'informations entre administrations fiscales

En 2017, l'échange automatique des informations entre administrations fiscales deviendra une réalité. Il concerne l'ensemble des pays de l'Union européenne et de l'Espace Economique Européen (sauf la Suisse et l'Autriche, qui n'appliqueront le système d'échange automatique qu'à partir de 2018), ainsi que la quasi-totalité des pays de l'OCDE et nombres de pays que le commun des mortels considère encore comme des paradis fiscaux alors que ce n'en sont plus. L'échange est automatique, de sorte que, sans rien faire ou demander, l'administration fiscale belge reçoit de tout pays adhérent au système une information complète sur les avoirs mobiliers des résidents fiscaux belges dans ledit pays, notamment les revenus mobiliers (intérêts et dividendes), les plus-values sur actions, les boni de liquidation et surtout le solde des comptes, ce qui est bien entendu la porte ouverte à un questionnement sur l'origine des fonds.

Par ailleurs, l'existence de contrats d'assurance vie souscrits auprès de compagnies étrangères est aussi renseignée, de même que la détention d'immeubles à l'étranger.

L'exploitation de cette manne d'informations est bien entendu susceptible d'aboutir à d'importants redressements fiscaux en cas de constatation de non-déclaration de revenus ou d'avoirs mobiliers ou immobiliers, avec une rétroactivité pouvant remonter à 7 ans (10 ans en cas de fraude aux droits de succession). Une régularisation est possible, mais elle doit être spontanée, c'est-à-dire menée avant tout contrôle.

Le refus de la déduction de factures de management non détaillées

Autre grande opération de contrôle : le refus de la déductibilité au titre de charges professionnelles dans le chef de sociétés d'exploitation de factures de management adressées par des sociétés, elles-mêmes administratrices ou gérantes de ces autres sociétés. L'exigence de l'administration fiscale est la preuve de la réalité et du volume des prestations de management et, si cette preuve ne peut être rapportée, le contrôle aboutit au rejet pur et simple de la déduction dans le chef de la société ayant payé la facture. Sur le plan des principes, la jurisprudence semble donner raison à l'administration, mais ses exigences en termes de preuve sont très discutables.

La traque aux montages immobiliers entre les dirigeants d'entreprises et leur société d'exploitation ou de management



Ici, il s'agit de la poursuite d'une opération de contrôle entamée précédemment, mais celle-ci prend d'autres formes. L'accent est particulièrement mis sur le refus de déductibilité au titre de charges professionnelles dans le chef des sociétés des dépenses opérées pour un achat immobilier en vue de consentir à titre gratuit l'usage total ou partiel du bien à un dirigeant au titre de logement privé. La jurisprudence rejette globalement la position de l'administration fiscale sur ce point, ce qui ne l'empêche pas de rejeter en masse la déductibilité de ce type de dépenses. Un conseil : défendez-vous bec et ongles. Par ailleurs, on constate également, et c'est une nouveauté, l'existence de certains litiges où l'administration fiscale tente – totalement à tort selon nous – de considérer la reconstitution de la pleine propriété dans le chef du

dirigeant en cas de fin d'usufruit ou de droit de superficie comme constituant l'attribution d'un avantage de toute nature taxable dans son chef. Ce qui aboutit à des bases de taxation, encore une fois très contestables, dont l'importance donne parfois le vertige.

Les contrôles HORECA et Blackbox

Enfin, nous serions incomplets si nous ne mentionnions pas une gigantesque opération de contrôle dans le secteur Horeca, visant à la fois le contrôle de la mise en service des blackbox, avec des amendes importantes en cas d'infraction (amendes dont la légalité vient d'être mise à mal par un arrêt très récent du Conseil d'Etat), et un contrôle ordinaire tendant au rejet de la comptabilité et à la rectification du chiffre d'affaires Isoc et TVA. Là aussi, les considérations émises par certains contrôleurs sont souvent très éloignées de la réalité juridique et fiscale. Une seule conclusion s'impose donc : soyons vigilants, l'ennemi veille, mais soyons aussi durs dans la défense qu'il l'est dans l'attaque.



Thierry Litannie

Avocat spécialiste en droit fiscal
(tl@litannie.be, www.litannie.be)
Administrateur de l'O.E.C.C.B.B.

Réduire mon préjudice en cas de mauvais payeur



Depuis 2017, la loi veut que le taux d'intérêt de retard dit « ordinaire » soit de 2%.

Mais pour les opérations commerciales, le taux légal est lui fixé à 8% (ce taux est donc applicable dans la relation avec vos clients).

Cependant, c'est bel et bien le taux d'intérêts mentionné sur les conditions générales qui prime, n'hésitez pas à compter un intérêt pouvant aller jusqu'à 13.5%, ce qui n'est pas jugé déraisonnable par rapport au préjudice que ce retard de paiement pourrait vous causer (ex : intérêts sur votre crédit de caisse).

En conclusion, fixer sans crainte dans vos conditions générales, le taux d'intérêt qui vous infligera un moindre préjudice dans vos relations commerciales avec des mauvais payeurs.

Bruno Degueldre

Fiscaliste agréé
& Comptable



La monnaie sonnante et trébuchante a trébuché

Le législateur aime de moins en moins les pièces d'or ou d'argent et fait tout pour que subsiste principalement la monnaie scripturale.

En voici deux exemples :

Le paiement des salaires :

Depuis le 1^{er} octobre 2016, les paiements des salaires doivent se faire légalement par virement et le paiement en espèces est en principe interdit. Il n'est plus permis de payer le salaire ni même une prime unique en liquide même si le travailleur en fait la demande par écrit. Si vous le faites quand même, cela sera contraire à la loi et vous pourriez avoir une amende pénale comprise entre 300 et 3.000 €. Le paiement de la main à la main reste possible si une convention collective a été adoptée en ce sens par la commission paritaire. Les secteurs ont adoptés cette commission paritaire ou ont demandé une dérogation. D'après une liste publiée, nous retrouvons le secteur de l'agriculture (CP 144), celui de l'horticulture (CP 145), du commerce de détail (CP 201) et le secteur du diamant (CP 324). Qui l'eut cru ?

Le paiement en liquide :

Vous le savez, nous ne pouvons plus accepter des paiements en liquide pour un montant de plus de 3.000 €. Il s'agit d'un plafond. S'il y a eu un paiement partiel ou un acompte, le plafond est par ailleurs aussi fixé à 10 %.

Des petits malins se sont posé la question de savoir si on ne pouvait pas payer en deux fois ou scinder une facture. Par exemple, si vous avez une facture de 5.000 €, ne peut-on pas faire deux factures de 2.500 € et accepter le paiement en liquide. S'il s'agit du même produit, c'est impossible. Par contre, rien n'empêche si la facture porte sur plusieurs produits différents, de la scinder en deux factures pour chaque produit et éviter ainsi le plafond. Il s'agit là de plusieurs livraisons.

Peut-on payer en espèces en plusieurs fois des sommes inférieures à 3.000 € pour payer la même et unique facture ? Par exemple pour une facture de vente de 5.000 €, l'acheteur paierait une première fois 2.500 € et une deuxième un peu plus tard pour la même facture 2.500 €.

Non, la loi est très claire. S'il y a un paiement partiel ou un acompte, le plafond est aussi fixé à 10 % de la facture initiale. Dans ce cas, le premier paiement en liquide ne pourra donc excéder 10 % de 5.000 €, soit 500 €. Le solde devra être payé de façon scripturale.

Christophe REMON

*Réviser d'entreprise,
professeur au CEFIAD*

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Thierry LITANNIE
Avocat spécialisé en
droit fiscal
Professeur à la CBC,
à l'EPHEC et au CEFIAD
tl@litannie.be
www.litannie.be

Christophe REMON
Réviser d'Entreprises
Professeur au CEFIAD
christophe.remon@remon.be

Bruno DEGUELDRE
Fiscaliste agréée & Comptable
Formateur agréée à l'UCL Mons
Chargé de cours à la haute
école de Namur (IESN)
Expert Judiciaire
b.degueldre@comptaplan.be